

Ne nous privons pas des (étudiants étrangers formés en Suisse)

20.03.2019

D'un coup d'oeil

Chaque année, quelque 3000 étudiants provenant de l'extérieur de l'UE/AELE suivent une formation universitaire en Suisse. Bien qu'ils disposent d'un savoir-faire dont la Suisse a un besoin urgent, en raison de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, il leur est pratiquement impossible de rester travailler. Le récent dossier politique d'économiesuisse analyse la situation et propose quelques pistes pour l'améliorer rapidement.

Avec ses excellentes universités, la Suisse est un lieu d'études très prisé, y compris par les étudiants de pays tiers c'est-à-dire en dehors de l'UE et de l'AELE. À l'heure actuelle, les étudiants d'États tiers immatriculés dans une haute école suisse sont au nombre de 13 000 environ. En 2017, 3000 de ces étudiants ont obtenu un bachelor, un master ou un doctorat, la majorité dans les filières MINT (mathématiques, informatique, sciences naturelles, techniques). Les contribuables suisses paient environ 180 millions de francs par an pour leur formation.

LA POLITIQUE TRES RESTRICTIVE DE LA SUISSE

Nous aurions bien besoin de ces personnes sur le marché du travail suisse, mais on les empêche de chercher un emploi. Comme l'explique le dossier politique d'économiesuisse, il y a plusieurs raisons à cela. Dès la demande de visa pour la Suisse, les personnes intéressées doivent signer un formulaire dans lequel elles s'engagent à quitter le pays après leurs études. Un autre point problématique est le fait que, une fois leur diplôme en poche, elles sont soumises aux contingents, tout comme les immigrés qui ne sont jamais venus en Suisse. Dans d'autres pays, les diplômés étrangers d'une haute école ont parfois jusqu'à trois ans pour trouver un emploi. En Suisse, ils doivent déposer une demande pour bénéficier d'une unique période de recherche de six mois. À cela s'ajoute que les étudiants et diplômés étrangers n'ont pas la possibilité d'effectuer un stage et ainsi de faire un premier pas vers le marché du travail suisse.

En comparaison internationale, les prescriptions suisses sont extrêmement restrictives. Face à une concurrence internationale toujours plus vive pour attirer les meilleurs talents, la Suisse n'a pas les bonnes cartes en main. Pour une place économique dont le succès dépend en grande partie de sa capacité à innover et de ses talents, cela n'est pas judicieux.

DES AMELIORATIONS RAPIDES SONT POSSIBLES

Le Conseil des États discute actuellement de mesures susceptibles d'améliorer la situation. Aux yeux d'economiesuisse, il y a urgence et des mesures simples sont possibles. Pour commencer, les diplômés étrangers ne devraient plus être soumis aux contingents prévus pour l'immigration de ressortissants d'États tiers. Il faut également abolir la demande d'un engagement écrit à quitter le pays. economiesuisse estime par ailleurs que les étudiants et diplômés d'États tiers doivent pouvoir effectuer un stage et prolonger, une fois, leur permis de séjour pour chercher un travail.

En raison des changements démographiques et de la numérisation, la Suisse aura besoin, ces prochaines années, d'une main-d'œuvre spécialisée au bénéfice d'une bonne formation, en particulier dans les filières MINT. Aux yeux des milieux économiques, mettre à la porte les talents étrangers qui ont déjà pu s'intégrer en Suisse pendant leurs études est une erreur.

[Lire le dossier politique](#)



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction